

A propos de la manifestation devant le sénat, par Marceau Pivert

Source : *Où va la France, rédigé en 1941 au Mexique, pages 112-113*

Exactement douze mois plus tard, sans consulter l'assemblée nationale du parti ni son exécutif- la CAP – ni, au moins, tous les ministres socialistes (puisque Henri Sellier, ministre de la santé publique, fut laissé à l'écart, pour avoir écrit des lettres prophétiques d'avertissement), Léon Blum annonçait brutalement sa démission et, d'accord avec le président de la République, transmettait ses pouvoirs au radical Camille Chautemps. Par la suite, il prononçait à la radio un appel au calme... Néanmoins, la nuit même, après une préparation de quelques heures, les travailleurs parisiens, répondant à l'appel de la fédération de la Seine, manifestaient par milliers à Luna-Park, puis, en dépit des barrages de gardes mobiles, marchaient jusqu'à la place de la Concorde en réclamant une politique d'offensive révolutionnaire. Le lendemain matin, le conseil national du parti, convoqué télégraphiquement, est l'objet des mêmes pathétiques adjurations ; mais ses membres résistent ; le jeune député du Tarn, Malroux, pleure de rage. La pilule est trop amère, les fonctionnaires du parti, habituellement dociles, sont pleins de réticences : les détenteurs de paquets de mandats, dont dépend en définitive le résultat de la réunion, échangent leurs impressions. Dans la soirée, des négociations ont lieu dans le plus grand secret : Lebas, Paul Faure et Dormoy, l'homme de toutes les machinations, maquignonnent avec Camille Chautemps ; ce dernier ne veut pas prendre dans son ministère le médiocre Lebas. Mais les 700 mandats de Lebas, représentant la puissante fédération du Nord, peuvent faire pencher la balance du résultat ; s'il vote contre la participation, le gouvernement de Chautemps est impossible... A la fin du marchandage, Paul Faure, Dormoy et Lebas feront partie du ministère Chautemps ; ils entrent au conseil national et volent pour la participation. Ces détails sordides doivent être connus, car c'est précisément dans ces heures que se jouait le sort des travailleurs de France, dont la volonté de lutte était sacrifiée à quelques portefeuilles ministériels. Le socialisme se purifie en dévoilant l'attitude des hommes qui l'ont indignement représenté. Au cours de la discussion, la Gauche révolutionnaire pose de nouveau et plus nettement le dilemme. A quoi Blum répond avec un de ses gestes hiératiques : « *Mais cela signifierait la guerre civile, comme en Espagne* ». A quoi le délégué répondit : « *Oui, mais le chemin que vous suivez conduit directement à la dictature fasciste et à la guerre impérialiste* »